

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, il est rare que je puisse souscrire d'emblée aux opinions du député comme je le fais actuellement.

L'hon. M. Hees: Vous faites des progrès.

L'hon. M. Sharp: Tout ce que je demande avec instance à la Chambre, c'est de poursuivre le plus tôt possible l'examen du projet de loi qui nous permettra de régler plus efficacement ce problème.

L'hon. M. Hees: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Lorsqu'on aura disposé du nombre limité de projets de lois que le gouvernement est parvenu à rassembler, s'attaquera-t-il à cette tâche très importante au lieu de se contenter d'en parler?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

LE PÉTROLE

LA RÉDUCTION DES IMPORTATIONS AMÉRICAINES—LES ENTRETIENS ENTRE LES DEUX GOUVERNEMENTS

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question au premier ministre suppléant en sa qualité de secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Les consultations se poursuivent-elles entre le Canada et les États-Unis et les délégués commerciaux ou autres représentants des deux gouvernements à propos de la réduction des quotas d'exportation de pétrole brut canadien?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas certain de ce que consultation signifie dans ce contexte. Nous avons évidemment présenté des instances aux États-Unis. Bien sûr, dès le départ, nous nous sommes fortement opposés à ces réductions de quotas. Nous espérons qu'au cours de la prochaine série de pourparlers, les décisions du gouvernement américain seront plus favorables au Canada et que ces restrictions seront levées sous peu.

LE DISCOURS DU MINISTRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES RESSOURCES À DENVER

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Puis-je poser une question supplémentaire à la lumière de cette réponse. Le ministre des Affaires extérieures a-t-il obtenu une réaction des représentants commerciaux des États-Unis à la suite du discours du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources à Denver, et croit-il qu'il s'agisse d'une bonne [L'hon. M. Hees.]

méthode de consultation pour accroître des échanges commerciaux entre les deux pays?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. La première partie de la question est recevable. Dans la seconde partie, le député demande un avis. Le premier ministre suppléant peut répondre à la première partie de la question supplémentaire du député.

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): L'éloquence du député m'a tellement captivé que j'en ai oublié la première partie de sa question. La répéterait-il?

M. Woolliams: Je vais aider le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Nous avons remarqué que sa mémoire l'a trahi plusieurs fois dernièrement, mais je lui poserai la question de nouveau. Le ministre a-t-il obtenu une réaction des représentants commerciaux des États-Unis à la suite du discours du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources? Étant donné la décision de la présidence, je laisse tomber la dernière partie de ma question.

L'hon. M. Sharp: La réponse est non, monsieur l'Orateur.

M. Jean-R. Roy (Timmins): J'ai une question supplémentaire pour le premier ministre suppléant. Elle est supplémentaire parce qu'elle a trait au même discours. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources exprimait-il la politique du gouvernement lorsqu'il a dit aux États-Unis lundi: «Nous ne sommes pas allés jusqu'à bloquer les ondes aériennes le long de la frontière, mais qui sait, nous en viendrons peut-être même à cela»?

L'hon. M. Sharp: Il est évident, puisque le ministre a dit lui-même «qui sait», qu'il ne pouvait alors exprimer la politique du gouvernement.

M. Baldwin: C'est la seule politique gouvernementale qui existe. Personne ne sait, pas même le coiffeur.

AFFAIRES EXTÉRIEURES

DEMANDE D'OPPOSITION AUX ENVOIS D'ARMES À LA GRÈCE À LA RÉUNION DU CONSEIL DE L'OTAN

M. Andrew Brewin (Greenwood): Je me demande si le premier ministre suppléant est encore sous l'effet de sa dernière blague.

M. Baldwin: C'est son quota mensuel.